part & d'autre, d'autant plus que c'étoit la condition qui fauvoit les uns & les autres d'une destruction totale. En vertu des autres articles, lesdites troupes auxiliaires devoient être renvoyées chacune dans leur Pays; & à l'égard des conditions de leur séparation & dispersion, il en devoit être convenu entre la France & les Souverains desdites troupes.

Ainsi le Roi pouvoit demander cette quatrième explication par lui-même, & en vertu de la Capitulation, relativement aux Hannoveriens & à leurs Auxiliaires. L'expérience du passé justifioit entièrement la demande de ces éclaircissements.

L'avantage étoit commun des deux côtés. Il ne s'agissoit que d'afflurer plus solidement l'exécution de la Capitulation, & il ne pouvoit y avoir que de la mauvaise volonté à s'y refuser. D'ailleurs le Général François n'ayant fait aucune difficulté d'accorder les explications & les additions qui lui avoient été demandées après la Convention du 8. Septembre, il étoit en droit d'exiger la réciprocité de la part du Général Hannoverien; mais comme la Cour d'Hannover, ainsi qu'on l'expliquera ci-après, avoit travaillé à enfreindre la Capitulation, dès qu'elle avoit scû le trésor de l'Electeur & ses troupes en sûreté, la demande des explications fut éludée sous divers prétextes. Tantôt on vouloit confondre avec la Capitulation le traitement du Pays d'Hannovre, dont il n'avoit point été fait mention dans cet acte, & tantôt on prétendoit faire un Traité de neutralité, & stipuler de nouvelles conditions pour les troupes auxiliaires.

Il seroit superflu de s'arrêter à dévoiler les divers artifices qui ont été employés dans cette occasion, puisque le sort des explications demandées ne devoit porter aucune atteinte à l'exécution de la Convention militaire: outre que ce parti étoit juste par lui-même, les Généraux respectifs s'y étoient engagés par leur parole d'honneur, comme le Comte de Lynar l'a reconnu dans le projet d'explication remis par lui au Maréchal de Richelieu le 28. Septembre. On le trouvera dans toute son étendue avec les Pièces justificatives, & l'on ne citera ici que le passage qui concerne l'exécution de la Convention: en voici les propres termes.